

DEUX INTERVENTIONS AU CONSEIL NATIONAL DU PCF – 21-22/10/2011

I) Nicolas MARCHAND

a) Intervention dans le débat général

Je voudrais faire plusieurs remarques.

1°) le principal dans la situation politique, c'est la crise. Elle domine tout.

C'est si important pour notre action, pour nous orienter, qu'il aurait été utile, à ce CN, (ce n'est pas prévu mais on peut le faire au prochain), de consacrer un moment de travail sur la crise, avec par exemple une audition de Paul Boccard, avec son dernier livre, ou un rapport du responsable de la Commission économique, Yves Dimicoli.

Ça répondrait à un besoin d'analyse, de connaissance pour l'analyse politique et aussi de formation dont, reconnaissons-le, nous avons nous-mêmes besoin. Ça aiderait à ce que des dirigeants plus nombreux puissent participer à l'animation des débats qui se multiplient.

Ceci dit, j'y insiste, la crise n'est pas un à-côté non politique de la situation politique, un facteur qui la marquerait mais qui ne serait pas lui-même constitutif de la situation politique. C'est le cœur de la situation politique. Les questions qu'elles doit nous conduire à porter concernant particulièrement le rôle des banques, du crédit, de la BCE, sont devenues des questions politiques de premier plan. D'ailleurs, elles montent comme telles dans les débats (comme dans le débat de la primaire socialiste); elles commencent à monter dans des luttes comme aux États-Unis avec les manifestations devant Wall Street, et à Francfort, où a eu lieu une manifestation devant la BCE.

Nous devrions décider d'en traiter comme de la principale question politique, pour l'action et pour les élections; décider d'agir, comme Parti communiste, et au sein du Front de gauche pour faire monter le débat d'alternative et l'action sur ces enjeux.

On ne doit pas se contenter de suivre le PG et JLMélenchon, comme dans le tract « Front de gauche -l'humain d'abord, pas la finance » distribué notamment à la manif du 11 octobre, où il est écrit que la dette n'est qu'un prétexte, et qu'il suffit de taxer le capital au même taux que les salaires pour résoudre le problème, sans rien dire du crédit.

On doit aller au delà de slogans généraux, dont la montée est positive mais insuffisante, comme la stigmatisation des marchés financiers, ou la proposition de pôle public bancaire qui est plus reprise. Le principal, c'est de relier la proposition de pôle public à son objet: un nouvel usage du crédit pour le développement des services publics, l'emploi et la formation, de nouveaux progrès sociaux.

Enfin je pense que pour avancer sur ces enjeux, il ne faut pas seulement des débats, il faut aussi des initiatives d'action nouvelles. Si la question principale pour la bataille politique, ce sont les banques, en France et en Europe la BCE, il en découle qu'il y a de nouvelles cibles pour les luttes, de nouvelles luttes à initier, une nouvelle culture de lutte à promouvoir.

Manifester chez Moody's c'est une bonne proposition.

Mais il faudrait chercher à aller au delà d'actions ponctuelles, à construire, en liaison avec les luttes, un mouvement de mise en accusation de la politique des banques, de demande d'enquête sur leur utilisation de notre argent, de propositions porteuses de transformation des missions des banques et de la BCE, avec la constitution d'un pôle public bancaire.

Pourquoi pas une initiative d'action décentralisée, coordonnée nationalement, visant les institutions financières (bourse, banque de France, banques...chaque fédé déterminerait la meilleure « cible ») et

leurs missions. Cela pourrait prolonger et aider notre effort d'intervention politique dans des luttes précises.

2°) Comment on prend ce qui s'est passé au PS, après les primaires?

Celles-ci font apparaître une contradiction:

- une certaine poussée à gauche, au travers notamment de la poussée du vote Montebourg
- et en même temps le choix à priori le plus droitier avec Hollande, surtout au motif de l'efficacité pour battre Sarkozy

Cette contradiction entre l'aspiration à un clair ancrage à gauche et le refus de mobiliser les moyens financiers nécessaires se retrouve maintenant chez Hollande, et va se retrouver dans sa campagne.

Comment traiter ça?

Je ne crois pas que ce soit en renvoyant sommairement Hollande à droite, comme l'égal de Sarkozy, en pensant pouvoir aller à la pêche de l'électorat socialiste de gauche pour un candidat plus à gauche. Comme personne ne sera crédible en prétendant que J.L.Mélenchon peut être élu, cela risque d'être vain face à la volonté de changement d'électeurs à qui on dirait en réalité que rien n'est possible, et même de renforcer le vote dit « utile »; ça peut aussi coûter à nos candidats aux législatives, si l'électorat socialiste qui vote pour nos députés se sent agressé.

En revanche, on peut chercher à travailler la contradiction du PS et de Hollande, en développant un débat qui s'adresse à tout l'électorat de gauche, pour y faire progresser nos réponses radicales et novatrices, notamment sur les questions nodales des banques et de l'Europe, et reculer la résignation aux choix sociaux-libéraux. Même si on ne surmontait pas massivement le « vote utile », on peut modifier la donne dans le rapport de force des idées, marquer l'élection présidentielle et ce qui la suivra, élections législatives, mais aussi luttes, de l'exigence de choix nouveaux,

3°) A propos des candidatures aux législatives: j'entends bien l'appel qui a été fait à la responsabilité des communistes; mais je fais appel à la responsabilité sur la démocratie. Rien n'autorise à imposer une décision à des militants; ils doivent avoir un vrai pouvoir décision.

Je rappelle que la tentative d'imposer un vote sur un seul nom pour la présidentielle a échoué au cours de la Conférence nationale face à l'exigence démocratique.

Or il semble qu'on tente de faire cela aussi dans un certain nombre de circonscriptions, pour imposer l'acceptation de décisions de sommet.

Ce n'est pas acceptable. La démocratie c'est le pouvoir des adhérents, pas la loi de quelques dirigeants.

Cela confirme qu'il y a un défi de démocratisation très profond; il concerne tous les partis et la société; il concerne sérieusement notre parti; il est un élément clé des transformations dont il a besoin. Une démocratisation réelle du parti sera un enjeu majeur du prochain congrès.

4°) Puisque Pierre a justement évoqué le grave problème des violences faites aux femmes, j'attire à nouveau l'attention sur la gravité de ce qui s'est passé à la fédération de Saône et Loire à l'encontre d'une camarade (cela a fait l'objet de courriers et de mails de camarades de cette fédé aux membres du CN), et sur le besoin urgent de travailler à une issue humaine de la situation qui en résulte.

b) 2eme intervention, dans le débat du samedi sur les assemblées citoyennes.

On entend formuler dans ce débat deux conceptions du Front de gauche et des assemblées citoyennes:

- une conception fusionnelle, vers une nouvelle force politique,

- et celle du front comme rassemblement populaire avec le besoin de l'apport autonome des forces qui y participent.

On ne doit pas encourager la conception fusionnelle, prolongeant des idées qui ont été avancées dans le parti et repoussées par la majorité des communistes. Un processus fusionnel ou d'absorption peut aussi se développer malgré nous, dans le cadre de la campagne. Je remarque un certain nombre de glissement, comme la référence plusieurs fois au « parti du Front de gauche » dans des articles de l'Huma, ou les tracts maintenant signés du seul sigle Front de gauche sans référence à ses composantes.

Ce n'est pas une question de boutique: l'effacement du PCF mènerait à l'échec.

Je pense qu'il faut être à l'initiative d'assemblées citoyennes, y donner toute leur place aux citoyens, aux salariés, et y participer activement sans nous y effacer comme communistes, comme parti communiste, avec notre identité, notre originalité de propositions, notre conception de la politique.

Une autre question est le lien de ces initiatives à l'action. On a du mal là dessus: il y a trop la conception selon laquelle l'action, c'est les syndicats; et la politique, c'est les élections. On a besoin de lier les deux.

Ne concevoir que des espaces de débat essentiellement voués à devenir des machines de campagne électorale, cela risque de reproduire des choses qu'on a déjà essayées et qui n'ont pas réussi. Cela mobilisera des gens politisés mais pas au delà. On cherche une vraie participation populaire, des salariés. Pour cela il faut absolument que nos initiatives aient une vocation d'action. Par exemple, pour reprendre la proposition que j'ai faite hier, pour les communistes, ces assemblées pourraient être un lieu de construction d'un mouvement national sur les banques, la mise en accusation de leur rôle actuel, et la promotion de propositions pour un nouveau crédit, jusqu'à l'exigence d'une transformation des missions de la BCE.

II) Gisèle CAILLOUX

Intervention au CN des 21-22/10/2011

Tous les sondages confirment ce que nous ressentons au contact des gens : une grande aspiration à virer Sarkozy. Le dernier sondage CSA, après les primaires socialistes, indique que 61% des sondés excluent absolument la possibilité de voter pour lui. Cela conduit évidemment pour une grande partie de ceux qui aspirent au changement, au vote utile vers le candidat de gauche considéré comme étant le mieux placé pour remplir cette mission : François Hollande est maintenant crédité de 35% au 1^e tour.

Ce sondage montre aussi une absence d'illusion sur le projet que porte le candidat PS puisque seulement un quart des sympathisants de gauche estiment que ce projet est vraiment à gauche, 65% estimant qu'il est au centre gauche.

Mais 2012, ce n'est pas 2007 ! La crise est passée par là, celle de 2008 et maintenant, celle encore plus grave qui met en danger l'Europe ...et pas seulement !

L'engagement de François Hollande de rembourser la dette en 2013 est un non-sens pour mettre un terme à la crise et c'est porteur d'austérité. Seule une relance de l'emploi peut assurer plus de ressources à l'Etat et plus de liquidités aux banques. L'urgence est donc aux mesures qui permettent à l'Etat de s'extraire des marchés financiers, qui permettent au crédit d'être orienté vers la création d'emplois notamment dans l'industrie et les services publics, et vers les salaires.

Il faut de la croissance pour sortir de l'endettement.

Il ne suffira pas, même si c'est nécessaire, d'une réforme fiscale pour « payer rubis sur l'ongle » cette dette.

Sous-couvert des déficits publics, et de la menace des agences de notation, la droite accentue la pression idéologique pour faire passer des mesures d'austérité. Mais ce qu'annonce le PS ne permettra pas de sortir de cette crise. On voit bien en Grèce, sous gouvernement socialiste, que l'austérité tue l'emploi, tue le pouvoir d'achat et se traduit par une aggravation des déficits.

Gagner des changements réels en 2012, ce n'est pas seulement une affaire de score aux présidentielles. C'est aussi ce qu'on va être capable de faire monter dans les débats et comment on va aider aux résistances. C'est aussi l'après-élection. Y aura-t-il délégation de pouvoir ou des exigences que le peuple porte et portera très fortement par des luttes ?

Le programme populaire partagé rencontre un certain succès comme le confirme la vente du fascicule mais cela ne suffit pas.

Dans le front de gauche, notre parti a un rôle à jouer pour pousser des propositions qui permettent de répondre aux attentes de ce pays. Par exemple sur le rôle des banques. Depuis 2008, cette question est devenue un point sensible dans l'opinion publique. Quand nous abordons avec les salariés, avec les gens sur les marchés, cette question des plans de sauvetage qui ont permis de renflouer les banques à coup de milliards mais sans qu'il n'y ait jamais eu d'exigence sur leur rôle dans le développement des territoires et des hommes, -des milliers de milliards qui leur ont permis de continuer la même logique- nous rencontrons de l'écho. Mais avec ces mêmes interlocuteurs, il faut dépasser le constat.

Nous avons besoin de recréer un très grand pôle public bancaire en nationalisant des banques. Mais pas seulement. Nous savons que les banques nationales peuvent se conduire exactement comme les banques privées. D'ailleurs tout le monde dit « pôle public bancaire ». Même à l'occasion Sarkozy ! Mais les contenus ne sont évidemment pas les mêmes. Il faut aussi toucher aux comportements des banques.

Et cette idée ne doit pas rester une idée abstraite, une idée inscrite dans un programme de candidat qui ne sera pas président de la république.

Il y a les candidatures que l'on porte à la présidentielle et aux législatives, mais il y a aussi les idées qui nourrissent les exigences et les luttes et qui vont bien au-delà des élections. Comment ces idées, ces exigences pèseront sur les choix du gouvernement ?

Je note la proposition de Pierre du 27 novembre en direction de l'agence Moody's. Mais cela ne doit pas rester un « coup » !

Le comportement des banques, c'est maintenant et concrètement qu'il faut le remettre en cause.

Notre parti doit donc être à l'initiative, notamment dans nos départements, d'actions - au pluriel - vers les banques pour exiger que l'argent des dépôts, -les dépôts des salariés et retraités- aille au développement des entreprises.

Cela peut permettre de crédibiliser et d'expérimenter dans les luttes, notre proposition de Fonds Régionaux pour l'Emploi et la Formation.

Nous pourrions aussi avoir des actions en direction de la banque centrale pour exiger qu'elle ne finance que les banques qui agissent pour développer l'activité.

C'est ainsi que les salariés, les citoyens seront réellement impliqués dans les choix pour une société qui réponde à leurs attentes.

Le blog de Pierre :

<http://pierre.assante.over-blog.com/>